

Robotnik '83

N° 3



23 mars 1983

120, rue de Crimée 75019 Paris
Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France

Dans ce numéro

COMMENTAIRES DES MEMBRES DE LA T.K.K.
SUR LA DECLARATION-PROGRAMME



"SOLIDARNOSC" AUJOURD'HUI

Bogdan Lis sur l'arme de la grève partielle - Voix de l'Acierie "Lénine"
sur la répression sociale - L'alliance ouvriers-étudiants - Le pouvoir
totalitaire en Pologne est-il communiste? - Message aux dissidents d'URSS

Chers lecteurs,

Comme vous le savez, le 22 janvier 1983, la Commission provisoire de coordination (TKK) de notre syndicat a publié la déclaration-programme "'Solidarnosc' aujourd'hui". C'est un document politique très important, qui établit des bases solides pour le développement du programme et de la stratégie du syndicat "Solidarnosc". Il est aussi l'expression de la volonté unitaire et de l'aspiration à réunir toutes les forces potentielles du mouvement social polonais dans le combat contre la dictature militaire, contre l'Etat d'exception.

La déclaration est le résultat d'un compromis obtenu entre les deux orientations principales existant dans la TKK. D'une part, la ligne de développement d'une société clandestine à travers une "guerre de positions" à long terme, qui prédomina dans la phase initiale du travail de la TKK sur le programme (concrètement exprimée dans les bases préliminaires à la déclaration-programme, parues le 28 juillet 1982 sous le titre "La société clandestine"). D'autre part, la ligne des usines et de la grève générale, défendue par Wladyslaw Fraszyniuk et ses camarades, militants syndicaux de Basse-Silésie, et qui eut une grande influence sur le contenu de la

déclaration actuelle de la TKK.

Nous avons annoncé que nous publierions, dans ce numéro du bulletin, notre commentaire sur la déclaration. Mais nous renonçons à notre projet car nos camarades de Radio Solidarnosc-Wroclaw nous ont transmis - en nous demandant de le diffuser à l'Ouest - le commentaire de Jozef Pinior, président du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie, ainsi que une conversation avec d'autres membres de la TKK. Participèrent à cette conversation: Zbigniew Bujak - président de la Commission exécutive régionale (RKW) de la Masovie (Varsovie), Wladyslaw Hardek - président de la RKW de la Petite Pologne (Cracovie), Bogdan Lis - président de la RKW de Gdansk et Eugeniusz Szumiejko de Wroclaw - membre du Présidium de la Commission nationale (KK) du syndicat "Solidarnosc". Nous pensons que leur lecture facilitera sans aucun doute une compréhension correcte du contenu de la déclaration du 22 janvier.

C'est dans l'attente de la réception des bandes magnétiques de Radio Solidarnosc -Wroclaw que nous avons retardé l'édition de ce numéro de "Robotnik '83", et nous vous prions de nous en excuser.

La Rédaction

RENVERSER LA DICTATURE MILITAIRE

par JOZEF PINIOR

Dans la déclaration-programme qu'elle présente, la Commission provisoire de coordination (TKK) décrit la situation politique et sociale dans notre pays et fixe des orientations pour les luttes à mener. La substance de notre programme c'est l'affirmation claire que le système n'est pas réformable tant qu'existe la dictature militaire et que le compromis entre le pouvoir et la société semble improbable sous l'état de guerre, fut-il "suspendu". Actuellement, le principal but de notre lutte est d'arriver à une situation où les réformes, et avant tout la réforme économique, seraient possibles. Cela implique des changements substantiels dans le système d'exercice du pouvoir, une rupture radicale avec les méthodes militaro-policières de gouvernement.

Nous, dirigeants clandestins du syndicat, nous avons longtemps espéré un sursaut de lucidité de la junte. Nous n'avons pas entrepris d'actions radicales. A tout prix nous voudrions éviter que la Pologne ne devienne un Afghanistan européen. Le pouvoir a répondu en tirant sur les travailleurs à la mine Wujek, à Lubin, à Wrocław, à Varsovie, à Gdansk et à Nowa Huta. Il a répondu par la condamnation à la prison des dirigeants démocratiquement élus de notre syndicat, par l'arrestation de sept membres de sa Commission nationale, par le vol des biens syndicaux.

La persistance de la dictature, au centre de l'Europe, la poursuite de la paupérisation des 36 millions de Polonais, sont une menace pour la paix en Europe. Elle font des accords de Yalta, la source de troubles sociaux et de tensions internationales. C'est pourquoi ceux qui portent la responsabilité politique de la mort d'ouvriers au cours des 13 derniers mois, de la transformation de la Pologne en un camp de travail forcé, de l'aggravation de la misère, de la destruction de notre patrimoine économique, ceux-là doivent céder la place. Pour les y forcer, il sera nécessaire, à notre avis, de recourir à notre arme ultime - la grève générale.

Le recours à la grève générale ne signifie pas, pour nous, l'abandon de notre programme de réforme évolutionniste du système. Il indique seulement le moyen de briser la dictature, de parvenir à une situa-

tion qui rendra possible les réformes économiques et une évolution démocratique.

La préparation adéquate des entreprises et des quartiers en vue de la grève générale est la tâche essentielle d'une société en voie d'auto-organisation. La réussite de la grève, c'est-à-dire, le retour à la voie du dialogue et du compromis, dépendra du degré de notre auto-organisation et de notre détermination.

La déclaration-programme de la TKK, que nous présentons, est une tentative de tirer les leçons des expériences des 13 derniers mois. Nous voudrions que cette déclaration devienne une large plate-forme regroupant tous les groupes socio-politiques indépendants et démocratiques. Notre héritage le plus précieux est le programme d'une République autogérée, adopté lors du premier Congrès national des délégués. Nous pensons, malgré les expériences de l'année passée, que c'est un programme réaliste, qu'il n'y a pas d'autre alternative pour notre patrie.

La déclaration de la TKK ne fait qu'indiquer les directions les plus importantes de notre lutte. Elle ne peut remplacer la poursuite de la discussion sur le programme de notre syndicat. Place, donc, aux propositions des travailleurs des entreprises, des commissions syndicales et des militants de "Solidarnosc"! Dans notre région une telle discussion se déroule depuis plusieurs mois. La lettre ouverte du président de notre région, Władysław Frasyniuk, du 11 septembre dernier - sans doute un des plus importants, sinon le plus important texte politique qui ait vu le jour dans la clandestinité - a ouvert des perspectives nouvelles à la discussion syndicale. La dernière intervention radiodiffusée du vice-président de notre région, Piotr Bednarz, revêtait le même caractère. Nous devons rester fidèles à cette tradition.

Dans l'immédiat, chaque commission d'entreprise devra déterminer sa position sur l'attitude à observer envers les structures d'autogestion. La TKK considère qu'il faut utiliser ces structures dans la lutte économique là où est possible de les constituer de façon à ce qu'elles puissent servir à la défense des conditions de vie des travailleurs et à leur défense contre la répression. Dans chaque entreprise de notre

région il faut soigneusement peser tous les pour et tous les contre sur cette question. La décision définitive devra prendre en compte le degré d'organisation de notre syndicat dans l'entreprise.

Nous devons poursuivre le développement du front du refus et avant tout du boycott des syndicats pro-gouvernementaux, ainsi que notre lutte pour une conscience sociale

indépendante, l'organisation d'un réseau parallèle pour la production artistique, ainsi que la création d'un fonds culturel. Tout cela est développé dans notre programme. La réalisation des principales propositions de notre programme sera la garantie de l'indépendance de la société. C'est un test sérieux sur la voie de la création d'une République autogérée.

CONVERSATION



AVEC QUATRE MEMBRES DE LA T.K.K.

RADIO SOLIDARNOSC: Notre première question s'adresse à Eugeniusz Szumiejko. Peux-tu nous dire quelle a été la genèse de la déclaration-programme?

SZUMIEJKO: Pendant les derniers mois, la TKK a reçu différentes versions de programmes d'action et de lutte. Ces versions définissaient l'objectif poursuivi exactement comme le faisait le Premier Congrès National des Délégués de "Solidarnosc" à l'automne 1981, mais divergeaient en ce qui concerne les méthodes de lutte.

BUJAK: Ce programme n'est pas né dans ce que je nommerai un néant programmatique. Il n'est pas venu d'un manque de programme. En ce moment, les divers groupes, régions, milieux, les divers militants ont présenté déjà tout un ensemble de programmes ou de propositions concernant les voies que devrait prendre notre activité d'organisation pour correspondre aux buts formulés dans ces programmes. Des objectifs très divers sont considérés comme essentiels, des formes de lutte très variées sont présentées comme les plus efficaces pour réaliser le plus vite possible les données du programme auxquelles elles s'appliquent. Et ceci a créé pour nous en tant que TKK une difficulté très concrète: quels objectifs parmi tous ceux formulés dans ces programmes sont réellement les plus importants, lesquels faut-il définir comme les plus importants, quel programme est le plus proche de la réalité? Et justement dans ce contexte, ce qui me convient et me satisfait le plus dans notre programme, ce que je considère comme fondamental, c'est une formule que j'appellerais formule organisatrice, et qui soumet l'activité des divers milieux, des groupes organisés, des structures organisationnelles, à certains plans de lutte définis dans notre programme.

HARDEK: Il est fondamental de faire ce pas qui pourrait mobiliser toutes les for-

cés sociales de la Pologne pour une lutte commune. Ceci n'est pas un slogan. Je pense à quelque chose qui permettrait de réunir autour de nous toutes les forces existantes. C'est une tâche pour le syndicat. La déclaration programmatique trace la direction générale, et j'aurais souhaité que notre réflexion et notre travail communs sur cette déclaration puisse fournir à tous la réponse à la question: que faire pour revenir à une activité normale, publique et légale, de notre syndicat?

RADIO SOLIDARNOSC: Justement, que faire pour retrouver Solidarnosc comme avant décembre 1981? Est-il possible dans la situation présente d'arriver à une entente avec le pouvoir?

LIS: Nous avons pris pour thèse qu'en ce moment l'évolution du système d'exercice du pouvoir est impossible, et par là-même toute entente avec ce pouvoir l'est également, car la dictature qui a sur la conscience ses crimes contre le peuple polonais ne cèdera à l'évidence que sous la pression. Il est certain que la société exigera la prise de responsabilité de ceux qui ont participé à l'exercice de la terreur, aux actions de répression contre la société, et qui de plus sont responsables de l'état de l'économie et de tout ce qui s'est passé récemment. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut en premier lieu renverser cette dictature. Bien entendu notre plate-forme d'action n'inclut pas la lutte armée, car nous y serions perdants. Ce que nous pouvons faire, c'est lutter sur les terrains où nous avons une certaine supériorité. Dans l'ensemble on peut dire que c'est avant tout sur le plan d'une supériorité morale, mais appuyée par des actions concrètes. J'énumérerai ici les quatre plans d'action qui forment le fond même de notre programme: le premier est la lutte économique, le second le front du refus, le troisième le développement d'une conscience

4
sociale indépendante, le dernier la préparation de la grève générale, et enfin la grève générale elle-même.

RADIO SOLIDARNOSC: Occupons-nous du premier point: la lutte économique. Pourquoi est-elle la voie de la neutralisation de la dictature?

La lutte économique

BUJAK: Chaque zloty enlevé au monde du travail est perdu sans retour au profit de la dictature totalitaire. Ce zloty servira à soutenir la dictature, et n'apportera rien au travailleur. Alors si nous ne permettons pas qu'on nous enlève ces zlotys, d'une certaine manière nous empêchons la dictature de se développer.

RADIO SOLIDARNOSC: Quelles sont les possibilités de lutte sur ce plan?

LIS: Il faut lutter en utilisant les différentes possibilités que le système nous donne en ce moment. C'est très difficile, mais la lutte économique se développera avant tout dans les entreprises, sous des formes diverses comme par exemple l'application rigide des règlements, l'information de l'opinion publique sur des faits dissimulés par la direction et aussi sur la manière dont est gérée l'entreprise.

RADIO SOLIDARNOSC: En ce qui concerne les méthodes de lutte, un terme nouveau est apparu: la grève économique. Quelle est sa signification?

HARDEK: En effet la grève économique

est pour nous une nouveauté. Nous avons lutté pour des buts sociaux, mais la lutte pour l'existence crée en ce moment un front d'action entièrement nouveau. J'espère que ces grèves auront lieu. Je voudrais seulement qu'elles soient contrôlées, que ce ne soit pas un éclatement spontané. Je suis absolument certain que ces grèves se produiront, bien sûr après un signal convenu, dans des conditions précisément déterminées.

RADIO SOLIDARNOSC: C'est bien, mais comment te représentes-tu ce genre de grève dans l'entreprise que tu représentes, l'aciérie Lénine?

HARDEK: Considérons qu'en Silésie nous avons vu apparaître des primes spéciales, des allocations de vie chère, de santé, etc., que l'ont peut qualifier de fonds spécial destiné à calmer la société. En Silésie, la société doit être calme, alors il faut donner. Mais en apprenant que d'autres entreprises en Silésie ou d'autres aciéries bénéficient de ces primes spéciales, il est certain que les sidérurgistes auraient décliné la grève.

Le front du refus et la conscience indépendante

RADIO SOLIDARNOSC: Le deuxième terrain de la lutte, c'est le front du refus. Pourquoi est-il aussi important?

BUJAK: Nous devons être conscients du fait que chaque participation de notre part, même infime, à des élections officielles crée des apparences d'acceptation de la dictature par la société, et pas seulement à l'extérieur, dans l'arène internationale. Elle crée aussi une apparence de soutien à la dictature vis-à-vis de son propre appareil. Elle persuade l'appareil qu'il existe un certain soutien. C'est pour cela que nos victoires sur ce terrain sont certainement parmi les plus importantes, celles qui prépareront le mieux la société au renversement de la dictature.

RADIO SOLIDARNOSC: Quelle est la signification du troisième point: le développement d'une conscience indépendante?

BUJAK: Dans le domaine de la conscience chaque privation par la dictature

possibilité de former une opinion sociale et politique indépendante, chaque impossibilité de diffuser ou de publier cette opinion, appauvrit fortement la pensée indépendante dans son ensemble, et également la vie intellectuelle libre dans la société. Rien que ce fait permet à la dictature de se renforcer et lui facilite la lutte contre la société même si, à travers un soulèvement, celle-ci est capable de renverser la dictature, car elle entrera dans cette nouvelle période complètement stérilisée. Août 1980 nous a démontré que la classe ouvrière est capable de formuler des pensées nouvelles, des idées nouvelles, ou tout au moins de juger réellement ce qui est formulé dans d'autres milieux. Qu'elle peut donner leur réelle dimension aux courants nouveaux. Je pense donc qu'il faut ouvrir la porte à ces nouvelles possibilités.

LIS: Nous pensons que c'est un champ d'importance primordiale. Il

s'agit de préparer la société à vivre et travailler dans la future Pologne, démocratique et réellement autogérée. Nous allons faire cela par la presse, la radio, et en général par tous les moyens d'information indépendante. Nous voulons également créer une base d'action pour les différents groupes sociaux et milieux. Nous voulons créer un front de coopération entre les milieux intellectuels - ce front existe en fait déjà, mais nous voulons le renforcer entre les milieux ouvriers et les milieux paysans. Le pouvoir, dans ses actions de propagande, essaye souvent de briser cette

unité de la société qui existe jusqu'à maintenant, en soutenant par exemple que dans la clandestinité il y a un groupuscule d'intellectuels, sans rien de commun avec la classe ouvrière. On essaye de monter les ouvriers contre les paysans en soutenant que ceux-ci sont à l'origine de la hausse des prix, etc. C'est pourquoi ce développement de la conscience de toutes les couches sociales nous paraît si important. Et les milieux intellectuels, scientifiques et culturels ont eux aussi un rôle essentiel à jouer.



La grève générale

RADIO SOLIDARNOSC: Le quatrième point de la déclaration est la grève générale. Quelles sont les conditions nécessaires pour y parvenir?

SZUMIEJKO: De quelle manière la grève se déclencherait-elle? C'est sur la TKK que repose le devoir de préparer la grève générale, mais son déclenchement lui-même sera décidé par la société. Mon avis est que l'appauvrissement général prendra de telles proportions et qu'il se créera dans le pays une telle atmosphère que même sans nos considérations, la grève générale se déclencherait. Bien entendu notre rôle est de diriger cette grève. Je serais très heureux si les gens pouvaient se faire une idée plus précise, à partir du texte de notre programme, sur la manière dont nous concevons la grève générale. En premier lieu nous voudrions que la grève générale soit une grève contrôlée, dans le sens qu'elle soit coordonnée du point de vue technique et organisationnel, mais également contrôlée sur le plan des revendications, qui devront être dans un certain sens limitées pour ne pas perturber l'actuel rapport de forces international.

RADIO SOLIDARNOSC: Quelle est la place de la grève générale dans la stratégie du syndicat?

LIS: Comme je l'ai déjà dit, nous considérons que le système est actuellement non-réformable et qu'en conséquence il faut le contraindre à faire des réformes. Peut-être y arriverait-on grâce aux actions dont j'ai déjà parlé. Mais je suis pourtant d'avis que nous n'arriverons à combattre ce pouvoir qu'au moyen de la grève générale. Actuellement les conditions ne sont pas les mêmes qu'il y a un an, ou même quelques mois. Il n'est plus si facile d'utiliser les tanks pour "pacifier" les usines. La situation se modifie sur le plan international, mais également à l'intérieur du pays. Nous ne sommes plus aux premiers

jours de décembre, quand le général Jaruzelski prenait ses décisions pour agir. C'est pourquoi les préparatifs de la grève générale doivent être menés sans relâche et avec décision, dans la pleine conscience de ce qu'elle peut nous apporter. Certains diront que la grève peut se terminer par un fiasco. C'est peut-être vrai, mais un manque de décision engage notre responsabilité autant qu'une décision fautive.

HARDEK: Que va-t-il se passer si nous aboutissons à la grève générale, comment faudra-t-il faire, et comment doit être la Pologne après? Car la grève n'a pas la même signification que le renversement du pouvoir. Il s'agit là de la réalisation de certains changements essentiels, de réformes profondes: démocratisation de la vie, réforme économique, possibilités de sortir de la crise. Ce sont des problèmes importants pour chaque Polonais, en particulier dans une entreprise aussi puissante que l'aciérie Lénine.

RADIO SOLIDARNOSC: Nous voudrions demander à Zbyszek comment il voit la question de la grève générale dans le cadre de l'avenir du syndicat.

BUJAK: Un amendement de la loi ou toute autre concession de la part du pouvoir peut créer une possibilité de reconstruire un mouvement syndical indépendant. Cela peut signifier que nous-mêmes nous essayerons de recréer ce mouvement. Si cela se produit, et qu'un mouvement indépendant réapparaît, alors "Solidarnosc" pourra se dire qu'il a rempli son rôle et passer le relais à ce nouveau mouvement. Ce scénario est valable dans l'hypothèse de réformes lentes et douces. Par contre si la situation évolue vers la grève générale, et que la grève soit un succès, alors je verrais la possibilité de reconstruire le syndicat "Solidarnosc" dans ses structures anciennes.

Développer le programme, préserver l'unité

RADIO SOLIDARNOSC: En résumé: qu'est ce que chacun de vous considère comme le plus important dans ce programme?

LIS: A ce programme, à son noyau principal, nous nous efforcerons d'ajouter d'autres propositions, des annexes concernant des solutions plus détaillées, des formes de lutte sur des plans bien définis, éventuellement même des changements structuraux du programme lui-même. Tout va dépendre de la manière dont le texte sera accepté par la société et par les travailleurs. Je crois néanmoins que la ligne générale du programme devrait être maintenue. Les moyens peuvent changer, les formes d'action aussi, mais la ligne générale devrait rester.

HARDEK: Nous devrions libérer les initiatives des gens qui diront ce que nous n'avons pas dit. Et notre devoir pour l'immédiat, c'est de maintenir l'unité, et en même temps d'engager les courants politiques les plus favorables pour nous. Il s'agit donc de la société dans son acception la plus large, la société entière.

SZUMIEJKO: Nous essayons d'être un liant, de trouver des formes d'action pour chaque groupe social. Nous voudrions arriver à ce que notre programme soit réellement le programme de toute la société. Le vrai tournant dans notre programme est que

nous parlons de certaines choses sans détour, sans nous illusionner ni illusionner les autres sur les possibilités d'aboutir à un compromis avec la dictature, ou même d'ouvrir des négociations. Nous disons pour notre part qu'il faut d'abord renverser la dictature, et seulement ensuite engager le processus des réformes dans la voie de l'évolution. Dans notre optique, le meilleur moyen de renverser la dictature est la grève générale.

BUJAK: En généralisant et en résumant notre programme, je crois que l'on peut dire qu'il essaye de tenir compte de toutes les idées, en choisissant celles qui ont le plus de chances de devenir des opinions communes et presque indiscutables pour tout le monde. Il est impossible d'extraire du programme un fragment, un élément, ou un aspect qui soit plus important que les autres. Pour moi, le plus important dans la formule que nous proposons, c'est le fait qu'elle délimite ce qu'on peut faire, jusqu'où on peut aller dans la lutte et dans l'action, qu'elle organise les gens autour de tâches immédiates, très concrètes, et qu'elle les organise pour la lutte à des niveaux donnés, qu'elle permet, enfin, de juger de l'activité des groupes sur la base de la comparaison de leur activité avec le programme que nous avons aujourd'hui.

Tactiques

L'ARME DE LA GREVE PARTIELLE

par BOGDAN LIS

Le problème principal est que l'explosion sociale ne survienne pas prématurément car on peut en arriver à une situation où les gens ne voient pas d'autre issue et se lancent à corps perdu.

Les dirigeants syndicaux devraient mener l'activité de telle manière que le peuple tire profit des sacrifices qu'il est prêt à subir. Nous redoutons cette explosion trop tôt, avant une action de caractère national. En essayant de penser selon les catégories politiques, nous agissons sans doute d'une façon que l'on peut juger trop prudente. Mais nous devons préserver nos forces pour le moment de la grève générale, où nous prouverons au pouvoir que nous sommes décidés à tout.

Parmi les divers moyens pour conquérir nos droits par la lutte, un de plus efficaces est toujours l'arme de la grève. Mais pour que la grève apporte des résultats rapides et qu'en même temps elle n'use pas trop les forces de la société, elle doit toujours être organisée avec le plus grand soin et de manière conséquente, car c'est une arme à double tranchant. Si elle dure trop longtemps - ce que cherche toujours le pouvoir - ou si elle n'apparaît pas comme un mouvement de masse, à ce moment le prix à payer peut être douloureux pour toute la société.

Parmi les différentes formes des grèves

- La grève de harcèlement qui consiste à ralentir les cadences de travail d'une manière invisible pour la direction et le personnel d'encadrement. Elle peut aller jusqu'au sabotage, c'est-à-dire arrêter les machines, provoquer des pannes des installations, fausser l'information nécessaire à une gestion correcte de la production. Les travailleurs qui participent à la grève et qui ne font pas leur travail peuvent se défendre par l'observation stricte du règlement sur la sécurité du travail et des normes techniques. Cette grève est la forme la moins dangereuse pour ceux qui y participent, mais elle est impossible à organiser dans de nombreuses entreprises. On ne peut éprouver sa grande efficacité que dans les entreprises fortement structurées où l'arrêt d'une seule machine provoque des effets en chaîne.

- La grève passive consiste à arrêter le travail alors que les travailleurs restent sur place. Elle a le caractère d'une occupation, c'est pourquoi un des plus importants problèmes à résoudre est l'organisation des services indispensables (service d'ordre, autodéfense face à une éventuelle attaque des forces de répression, organisation du ravitaillement, service de santé, service d'information) et la constitution du comité de grève qui dirige toute la grève et mène les négociations.

- La grève active consiste à réorienter la production de telle manière qu'on produise ce qui est le plus nécessaire pour toute la société ou à prendre le contrôle de la distribution de la production. Cette grève peut prendre la forme ouverte, ce qui arrive quand le comité de grève prend formellement le pouvoir dans l'entreprise et qu'il gère la production indépendamment des autorités supérieures et fait appliquer des plans alternatifs. La grève active non ouverte est menée par d'autres moyens, par exemple la pression sur la direction en

ayant recours aux moyens légaux ou en baissant le niveau de la qualité de la production destinée à un destinataire indésirable (l'URSS par exemple). La grève active dans l'un et l'autre cas exige une coopération minutieuse des spécialistes dans le domaine de la production et de l'organisation du travail.

- La grève d'abstention a lieu dans le cas de la liquidation de la grève avec occupation ou si l'organisation de la grève avec occupation peut entraîner d'importantes pertes pour la société. Elle consiste à ne pas se présenter au travail pendant toute la durée de la grève. Elle est la plus difficile à maîtriser pour les forces de répression. En même temps, la difficulté principale est la communication entre les grévistes. Avant de participer à cette forme de grève, il faut se mettre d'accord sur un seul signal reconnu et fiable pour le retour au travail.

Toute grève doit être soumise à des règles très strictes: il faut définir avec précision son but et les revendications et les rendre public à l'avance. La proclamation même de la grève ne doit pas survenir plus tard que le moment de son déclenchement. Le pouvoir de décision doit rester entièrement entre les mains du comité de grève de l'entreprise. La grève doit se dérouler dans une discipline de fer dont sont responsables tous les grévistes. Elle doit durer jusqu'à l'aboutissement de toutes les revendications. Il ne faut pas appeler à la grève si celle-ci n'a pas l'approbation de la société. Au moment de la proclamation de la grève, chaque défection doit être considérée comme une désertion et le manque de discipline comme une atteinte portée à la grève. La force de la grève demeure dans la solidarité des grévistes.

"Krakus" n° 11,
du 4 novembre 1982

"Solidarnosc" dans les entreprises

VOIX DE L'ACIERIE LENINE LA JUNTE NOUS SOIGNE

Après avoir adopté des lois fascistes (concernant les pouvoirs exceptionnels attribués au gouvernement, le parasitisme social et l'alcoolisme), le "Parlement" aux ordres de la junte a approuvé une nouvelle loi anti-ouvrière, qui diminue de moitié l'indemnisation pendant les trois premiers jours de maladie. Il faut dire que même cette Diète soumise au POUP a exprimé par

son vote (10 voix contre et 82 abstentions) une certaine désapprobation à l'égard de cette nouvelle preuve de l'obstination, et de la stupidité de la dictature qui s'imagine avoir déjà pacifié la société et pouvoir tout se permettre.

Quels sont les faits? L'absentéisme maladie est en Pologne moins

important qu'en France, en Suède ou chez nos voisins - paraît-il laborieux - de RDA. Les statistiques officielles elles-mêmes indiquent que seulement moins de 1% des certificats médicaux pourraient être mis en cause; c'est-à-dire que se trouvent en congé maladie les gens qui sont malades, et que la persécution des médecins par le parti est une chasse aux sorcières. Le pouvoir accuse les jeunes d'obtenir des arrêts maladie de complaisance, ce qui est démenti par les données officielles. Mais ce qui est vrai c'est que les jeunes travailleurs (qui travaillent depuis moins de huit ans) ne percevaient déjà dans le passé, en cas de maladie, que 75% de l'indemnité journalière. Encore une chose: en 1982, les maladies courtes ne représentaient qu'entre 7 et 11% de l'absentéisme global, mais, en revanche, 50% des arrêts de travail portaient sur plus de dix jours. Une question se pose alors: est-ce que dans ce cas la diminution de l'indemnisation aura pour le pays des effets économiques significatifs? Nous savons dès maintenant que sûrement pas.

Si le pouvoir voulait abaisser le taux d'absentéisme pour cause de maladie (ce par

quoi il justifie cette loi), il devrait surtout mettre l'accent sur l'amélioration des conditions de vie de citoyens affamés, dépenaillés et privés de médicaments. Il devrait aussi se soucier de la protection de l'environnement et améliorer d'une manière radicale les conditions et la sécurité du travail. Pendant ce temps, ces conditions empirent de jour en jour. Nous, les sidérurgistes, n'avons pas à chercher bien loin des exemples. Le travail dans notre aciérie s'effectue en dehors de toutes les normes existant dans le monde civilisé.

Nous sommes exposés à la poussière, aux émanations toxiques, aux vibrations, au froid ou à la chaleur, tout en étant en même temps mal nourris et privés de perspectives d'amélioration, nous sommes malades et nous serons malades.

Alors, punir les gens pour une maladie dont ils ne sont pas responsables est une expression de la nature bestiale de ce régime néo-stalinien dans lequel - comme on s'efforce de nous le faire croire - l'homme est le capital le plus précieux.

"Hutnik" n° 6/46,
du 9 février 1983

LE SALAIRE SOCIAL AUX SEULS ELEMENTS LOYAUX

Qui a peur de Drag le bien-nommé?*

Directeur d'une entreprise produisant des tuyaux, l'ingénieur Drag a convoqué les chefs d'équipe et les a menacés ainsi: "Je vous foudrai tous dehors si vous ne vous inscrivez pas aux nouveaux syndicats. Quels chefs d'équipe vous faites si vous n'appartenez même pas aux syndicats socialistes, et en plus vous ne savez pas persuader vos subordonnés d'y adhérer? Dans une entreprise socialiste, il n'y a pas de place pour des gens comme vous."

Ensuite le "socialiste" Drag menace de déplacement de poste de travail, de réduction de salaires, etc. Ce genre de conversation doit avoir lieu avec tout le personnel technique de l'aciérie Lénine.

La réponse de notre syndicat à de tels "leviers" ne peut être que la suivante: sous aucun prétexte on n'acceptera de prendre le poste d'un camarade déplacé. Les pertes de salaire seront compensées par notre Fonds social d'aide ouvrière, pour lequel nous recueillons les cotisations.

* Jeu de mot sur le nom de l'ingénieur: en polonais, drag signifie barre, levier.

Les rouges menacent les gens en disant que ceux qui ne vont pas s'inscrire à leur

syndicat ne pourront pas profiter de la caisse de soutien et de prêt. Que disent les règlements? La caisse est tout à fait indépendante de toute organisation, tant politique que syndicale. Ses fonds, ce sont nous, volontairement versés, pris chaque mois sur notre paye. S'ils continuent à nous menacer, alors nous retirerons les fonds et nous créerons notre propre caisse. Nous pouvons garantir, qu'alors les prêts seront donnés à des conditions bien meilleures.

"Hutnik" n° 6/46,
du 9 février 1983

Face à l'échec total des syndicats anti-ouvriers, la direction et le POUF sont passés à un nouveau stade de menaces contre les travailleurs. Ils disent que ceux qui n'adhéreront pas à leur syndicat avant le 31 mars perdront l'ancienneté d'appartenance syndicale. Mis à part le fait que l'ancienneté dans les syndicats du WRON n'est prise en compte que pour les aides du type naissance ou mort, et rien d'autre, les syndicalistes nommés par le parti font planer la menace, sans aucun fondement légal, que ceux qui n'appartiennent pas au syndicat ne pourront pas jouir de maisons de cure et de co-

lonies de vacances, ou alors en payant le prix fort. Il s'agit là d'un mensonge éhonté. Nous ne pensons pas que ces "représentants syndicaux" ont oublié, que tout cela est financé par le fonds social, pour lequel nous cotisons indépendamment du fait qu'on appartienne, ou pas, à un syndicat.

Les maisons de vacances ont été financées par le fonds social des travailleurs, qui représente une retenue de 8% sur le fonds des salaires. On ne voit donc pas ce que l'appartenance syndicale vient faire là-dedans. Donc, il s'agit d'un fonds constitué par le fruit du travail de tous, et pour cette simple raison, chacun de nous a le droit de profiter des maisons de vacances.

Mais que faire s'ils passent encore une fois outre à la légalité et au droit? Tout d'abord, instaurer un boycott total de toutes les formes de loisirs organisées par les syndicalistes nommés par le WRON. A quoi cela servira-t-il? Les centres de vacances de l'aciérie Lénine vont être vides, et deviendront non rentables car, quoi qu'il en soit, le séjour de 3 personnes durant une semaine à Koninki c'est toujours plus de 10 mille zlotys! De plus un boycott réussi forcera le pouvoir à arrêter ce

procédé anti-ouvrier.

D'autre part, en tant que syndicat, nous devons organiser les loisirs des gens nous-mêmes. Il y a de nombreuses possibilités, on se limitera ici à donner deux exemples, en laissant le choix éventuel aux commissions d'entreprise clandestines. Il est donc possible de nouer des contacts entre une entreprise ou un atelier et les paysans d'un village pour organiser des vacances "sous les arbres" selon le principe de l'échange - les ouvriers vont à la campagne en juillet et août, et les paysans viennent en ville à d'autres moments. Un tel séjour peut être organisé sur la base de l'aide aux travaux des champs en échange du toit et de la nourriture. Un autre moyen, c'est de louer des lits, en utilisant les cotisations pour financer une partie de la dépense. C'est, entre autres, pour ça qu'on ramasse l'argent.

Il y a d'autres exemples du même type, tout dépend des capacités des commissions d'entreprise clandestines, auxquelles nous voulons juste rappeler, que les vacances approchent et qu'il faut se mettre au boulot tout de suite.

"Hutnik" n° 7/47,
du 20 février 1983

— L'ALLIANCE OUVRIERS-ETUDIANTS —

Le 17 février est le jour anniversaire de l'enregistrement de l'Association indépendante des étudiants (NZS). Ce n'est pas seulement la fête de ses militants mais c'est celle de tous les étudiants, car les idées de renouveau d'après Août nous sont chères à nous tous. La création de la première "république académique" dans l'histoire de l'après-guerre, d'une organisation authentique des étudiants, a été un événement d'une grande portée. La NZS a brisé le monopole du POUF dans nos universités. Nous nous sommes opposés les premiers à la manipulation des étudiants par les "instances supérieures", à cette manipulation qui a provoqué tant de ravages dans la vie académique. Nous ne nous sommes pas satisfaits de l'enregistrement et des promesses du pouvoir, mais, ensemble avec le syndicat "Solidarnosc", nous nous sommes joints à la reconstruction de la République, ce qui a mené au développement des activités communes de nos organisations sur tous les terrains.

Divisés en 1968, rassemblés en 1981, au cours de l'année des grandes espoirs, nous avons inauguré, ensemble avec les ouvriers, la plaque commémorative de ces événements.

La propagande communiste a échoué dans ses tentatives de briser cette unité si dangereuse à cause de l'importante aide dans les domaines financière et polygraphique que nous avons reçue du Comité ouvrier des sidérurgistes (KRH) et des paysans du syndicat des agriculteurs individuels "Solidarnosc" pendant les grèves étudiantes.

Quand l'heure de vérité est arrivée, pendant la "nuit des longues matraques" - celle du 13 décembre 1981 - nous étions ensemble avec les ouvriers de l'aciérie Lénine et des autres usines. C'est de cela qu'avait peur le régime de Jaruzelski et c'est, entre autres, pourquoi il nous a traités à l'aide des matraques en n'importe quelle occasion. Les grèves communes des ouvriers et des étudiants, et plus généralement l'existence de la NZS, ont prouvé au pouvoir et à tout le peuple que maintenant ce n'est plus la même jeunesse qu'il y a quelques années. Elle ne se laisse plus impressionner par les carrières aux côtés du POUF comme celles des Olszowski, les Toepnitz ou les autres fondateurs de la ZMP, la ZSP ou la SZSP (organisations de jeunesse du régime - ndr). Nous avons clairement dit que nous ne nous laisserions pas acheter.

C'est pourquoi nous avons été la première organisation dissoute par la junte après le 13 décembre. En déclarant la guerre au peuple, la junte nous a poussés dans la clandestinité. C'est là où nous continuons la vraie coopération avec nos amis de l'aciérie Lénine et des autres usines et entreprises de Cracovie que nous connaissons depuis la fameuse grève des étudiants. En général, le travail que nous effectuons dans la clandestinité est considéré comme le travail le plus noir. Pour-

tant, nous en sommes fiers. Nous sommes fiers de la confiance que nous manifeste la société qui nous a chargés de ce travail. Et nous ne décevrons jamais les espoirs que l'on a mis en nous.

Mouvement de résistance
de l'Association indépendante des étudiants
(RO NZS)

"Hutnik" n° 6/46,
du 9 février 1983

Polémiques

LE POUVOIR TOTALITAIRE EN POLOGNE est-il communiste?

par LESZEK NOWAK

Leszek Nowak est professeur de Logique à l'Université Adam Mickiewicz de Poznan et spécialiste éminent de la méthodologie en sciences humaines. Militant du syndicat "Solidarnosc", il a été interné de longs mois à la suite de l'établissement de l'état de guerre pour ses activités dans le milieu ouvrier. L'article ci-dessous a paru dans le bulletin édité à Cracovie par le Mouvement de résistance de l'Association indépendante des étudiants (RO NZS).

Posons la question la plus simple: par qui sommes-nous gouvernés? La réponse paraît elle aussi simple: par les communistes, bien sûr. Et déjà, dans cette réponse, qui semble évidente, il y a du faux.

Alors, qui sont les communistes? Les gens qui suivent un certain programme social basé sur le marxisme-léninisme. Ce programme stipule la dictature du parti, la domination de l'idéologie marxiste, la collectivisation de l'agriculture, la nationalisation de l'artisanat, etc. Si l'on considère que nous sommes gouvernés par les communistes, cela amène à la conclusion que le mal apporté par le système dans lequel nous vivons, nous le devons à Karl Marx. Le problème est qu'il faut effacer des têtes des communistes le marxisme, et les convertir à une meilleure doctrine sociale. En un mot, on pourrait par exemple leur expliquer ceci: "Écoutez, votre programme est peut-être bon en Russie, mais pas en Pologne, avec ses traditions démocratiques, la liberté d'expression, le droit à la propriété privée de la terre, etc."

Ce serait évidemment une absurdité, le problème n'est pas qu'il y a cent ans Marx ait inventé quelque chose, il n'est pas non plus dans la conviction des communistes. Le problème est tout à fait ailleurs. L'erreur du sens commun (appelons le en général "le mythe sur les communistes") réside dans son

point de départ qui voudrait que nous soyons gouvernés par les communistes. Ce n'est pas vrai.

Nous sommes gouvernés par une classe qui exerce une triple domination et qui dispose en même temps de l'appareil de la répression, des moyens de production et des moyens d'endoctrinement (mass-media, système d'éducation, etc.). Et c'est cela et non l'idéologie proclamée qui définit l'appareil du Parti. Son trait essentiel est le fait qu'il détient les moyens du pouvoir politique, économique et spirituel, alors qu'il est en même temps l'Etat, la propriété privée et l'"Eglise". Et il utilise ces moyens pour approfondir son pouvoir sur nous.

Ce n'est que quand on comprend cela, que l'on peut comprendre que cette classe, celle de ceux qui s'appellent les communistes, liquident les institutions démocratiques en introduisant la dictature du Parti. Bien sûr, pourquoi feraient-ils différemment? Pourquoi auraient-ils besoin des élections libres? Pour perdre éventuellement un des trois pouvoirs qu'ils possèdent? Pourquoi auraient-ils besoin d'autres partis? Pour qu'elles fassent appel aux masses et limitent leur pouvoir sur nous?

Alors, le pourquoi de la collectivisation des terres devient évident. Le paysan

a ses propres ressources, il est indépendant économiquement de la classe dominante. Alors il faut les lui prendre. Mais non parce que Marx à ordonné cela un jour (entre parenthèse, Marx ne l'a jamais prévu) mais parce que c'est plus facile de gouverner les bureaucrates dans les fermes d'Etat ou dans les coopératives que les propriétaires de la terre. L'intérêt de la classe dominante exige que chaque serf socialiste doive sa subsistance aux structures de l'Etat, il est ainsi plus facile à manipuler. Les paysans et les artisans possèdent leurs propres ressources. C'est pourquoi ce système est contre la petite propriété sous toutes ses formes. Il en est ainsi, non parce que c'est écrit sur ses bannières, bien au contraire, les termes tels que dictature du prolétariat, socialisation de l'économie, etc., se trouvent sur les drapeaux du système de triple pouvoir mais ne servent qu'à cacher sous ces mots difficiles ses intérêts réels. Parce que ils permettent de tromper les gens. Ainsi peut-on comprendre d'où vient la domination du marxisme dans la presse, dans les publications, dans les universités et dans les écoles. C'est pour que nous nous habituions à penser ce système de triple pouvoir à l'aide de son idéologie et pour que nous ayons les yeux fixés sur les slogans communistes et non sur les moyens matériels de domination du pouvoir sur nous.

Le fait que cela soit efficace se vérifie au travers des activités de "Solidar-

nosc". On a consacré énormément de temps et d'énergie à la lutte verbale et pas assez à la lutte contre ce sur quoi ce système se base. Au lieu de trop parler, il fallait commencer à reprendre les usines par des commissions ouvrières, il fallait arracher nos ateliers aux propriétaires du Parti. Et c'est cela qu'il faudra faire en Août prochain: reprendre le pouvoir économique à la nouvelle classe dominante.

Il ne faut pas perdre de temps à lutter contre des moulins à vent ni à débâter sur les Russes. Tout notre espoir est dans les masses populaires d'Union Soviétique. Une grève significative là-bas vaut plus que tous les applaudissements adressés à "Solidarnosc" venant de l'Ouest. Ce sont des pauvres gens, encore plus opprimés que nous, des gens à qui ce système ne convient pas plus qu'à nous. Seulement, ils ont peur de lui comme nous en avons peur il y a vingt ans. C'est avec eux que nous devrions être solidaires, au lieu d'être fiers de notre "européanité". Si nous pouvons être fiers de notre pays, c'est parce qu'il est à l'avant-garde dans les processus de libération du socialisme. Et si ce qui se passe chez nous a une importance historique c'est seulement parce que cela accélère la destruction du système de triple pouvoir en Union Soviétique.

"Barykada" n° 4,
du 16 décembre 1982

Le syndicat indépendant et autogéré Solidarité est né de la grève de 1980, le plus puissant mouvement de masses de l'histoire de la Pologne. Ce mouvement a commencé parmi les ouvriers des grandes entreprises industrielles, dans différentes régions de notre pays, et il a atteint son point culminant en août 1980, sur le littoral. En un an, il a gagné toutes les couches du monde du travail : les ouvriers et les paysans, les intellectuels et les artisans.

Notre syndicat est né des besoins de la population de notre pays, de ses souffrances et de ses déceptions, de ses espoirs et de ses désirs. Il est le produit de la révolte de la société polonaise après trois décennies de violation des droits de l'homme et du citoyen, de discrimination politique et d'exploitation économique. Il constitue une protestation contre le pouvoir actuel.

ABONNEZ-VOUS!

"ROBOTNIK '83" (Ouvrier '83). Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France.

120, rue de Crimée 75019 Paris
tel. 208.36.12

Pour recevoir notre bulletin nous vous proposons de vous abonner au prix de 40 f pour 10 numéros. Prix d'un numéro hors-abonnement: 5 f.

ROBOTNIK 83

ROBOTNIK 83



SOLIDARNOSC

MESSAGE

A L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE EN U.R.S.S.

Les amis de Moscou,

Les faits: "Solidarnosc" en Pologne, c'est un mouvement syndical des dix millions de travailleurs né de la révolte ouvrière du Littoral et du pays tout entier en août 1980. Ce mouvement a lutté pendant seize mois d'une manière pacifique pour l'amélioration des conditions de travail, pour l'amélioration de la rémunération et pour le droit au contrôle social sur le pouvoir totalitaire et corrompu. Il n'a jamais tenté, ce dont on l'accuse maintenant, de renverser le gouvernement et de s'emparer du pouvoir. Le 13 décembre dernier, avec l'approbation du Kremlin, la junte du général Jaruzelski, semblable à la junte fasciste de Pinochet, a introduit l'état de guerre dont le but unique était d'écraser "Solidarnosc". Des milliers de militants ont été arrêtés et internés. On a tiré sur les mineurs en grève. Après dix mois, au début du mois courant, "Solidarnosc" a été délégalisé.

Une terreur du type stalinien règne en Pologne. Les détenus sont torturés. On emploie les armes contre les manifestants. Le sang des ouvriers coule.

Les possibilités: "Solidarnosc", ce n'est pas seulement le mouvement ouvrier polonais, c'est une idée révolutionnaire. C'est la proposition d'un nouvel ordre social, qui n'est pas encore tout à fait défini. Le capitalisme perçoit les intérêts collectifs au travers de l'intérêt de l'individu; le communisme sous sa forme soviétique sacrifie l'intérêt de l'individu sous prétexte de défendre les intérêts des masses. On peut nommer "solidarisme" le régime qui voit l'intérêt de l'individu au travers des intérêts collectifs.

La solidarité c'est une nouvelle idée

sociale et en même temps le moyen de la faire triompher. C'est la formule et la voie pour vaincre les régimes totalitaires de l'Est et les égoïsmes particuliers de l'Ouest. Pour qu'il en soit ainsi, les travailleurs des villes et des campagnes doivent prendre conscience de leur propre solidarité et avoir le courage d'utiliser cette force. C'est alors que s'effondreront les trônes rouges et dorés.

Les demandes: Propagez la vérité sur "Solidarnosc". Démontrez aux habitants de votre grand pays son caractère universel et progressiste. Editez le texte de l'appel du Premier Congrès du syndicat "Solidarnosc" à tous les peuples de l'Est. Sans craindre la répression, essayez d'élargir la base sociale de votre action et informez les élites de tous les couches de la société. Il ne suffit pas de faire circuler les tracts parmi les siens. Nous savons que chez vous cela est très difficile, mais nous vous demandons de vous adresser, par vos publications, aux gens des usines et de la rue. Essayez d'apprendre les nouvelles formes techniques de la propagande clandestine, telles que nos stations de radio amateurs. Organisez-vous sous le mot d'ordre de solidarité et luttiez pour lui.

Les paroles d'une chanson polonaise disent: "... le plus beau dans la classe ouvrière, c'est la solidarité". La solidarité est juste et belle - elle sera victorieuse. Entrez avec nous le combat au nom "de votre et de notre liberté".

Le 28 octobre 1982.

Pour l'Entente Solidarité Combattante
Kornel Morawiecki

"Biuletyn Dolnoslaski" n° 8/39,
de novembre 1982